

Il a été incapable de réfuter l'argument avancé par le premier ministre (M. Trudeau) et d'autres orateurs de ce côté-ci de la Chambre, soit qu'à moins de contrôles limités de l'aspect rémunération de l'économie, non seulement l'inflation s'aggraverait ou ne ralentirait pas, mais que dans un certain laps de temps la position concurrentielle, donc les emplois des Canadiens, en souffriraient aussi. Le chef du Nouveau parti démocratique a cité trois domaines de dépenses, soit la nourriture, le logement et l'énergie, qui seraient, selon son parti, à l'origine de l'inflation, ajoutant que le gouvernement n'a rien fait pour protéger les Canadiens contre la hausse des prix en ces domaines.

Il faut signaler—le chef de l'opposition (M. Stanfield) l'a déjà fait—que l'exposé du député comporte bon nombre de contradictions. Ainsi, vers la fin de son exposé, il a dit que le gouvernement dépensait trop et qu'il avait fallu réduire le budget de certains programmes. Une autre fois, il a dit que le gouvernement n'avait absolument rien fait, par le biais de ses dépenses budgétaires pour faire obstacle à l'inflation contre laquelle les Canadiens doivent lutter. Inutile de revenir encore une fois sur les hausses dont le gouvernement a pris l'initiative dans les domaines notamment de la pension de sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et des prestations d'anciens combattants, en vue de permettre à ces groupes de Canadiens dont nous devons tout spécialement nous occuper de faire face à la hausse du coût de la vie. Je pense toutefois qu'il convient de faire remarquer aux deux députés du Nouveau Parti Démocratique présents à la Chambre que notre gouvernement a inscrit dans ses prévisions budgétaires des crédits qui s'élèvent, non à des centaines de millions de dollars, mais bien à des milliards de dollars en vue spécialement d'empêcher l'augmentation du coût de la nourriture, du logement et de l'énergie pour les Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Macdonald (Rosedale): Comme nous avons tenu récemment un débat sur la question du logement au Canada, je vais parler dans leurs grandes lignes des divers programmes importants—et je pense ne pas faire erreur en disant qu'ils mettent en œuvre des crédits de plus d'un milliard de dollars—relevant de la compétence de mon collègue, le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Danson), et conçus spécialement afin de mettre plus de logements à la disposition des Canadiens à faible revenu. Je veux parler du plus récent programme annoncé en vue de prolonger le Programme d'aide pour l'acquisition d'une maison ainsi que le Programme de logements locatifs subventionnés qui ont pour objet d'assurer aux Canadiens, et particulièrement à ceux qui occupent les échelons inférieurs de l'échelle des revenus, un plus grand nombre de logements de meilleure qualité à un coût qu'ils peuvent se permettre de payer.

Aussi, à mon avis, le chef du Nouveau parti démocratique fait preuve d'une certaine mauvaise foi lorsqu'il prétend que le gouvernement n'a pas inscrit de crédits budgétaires visant, par exemple, à procurer des logements à loyer modique aux Canadiens, alors qu'un bref coup d'œil sur le Livre bleu lui aurait appris que plus d'un milliard de dollars ont été consacrés à cette fin.

● (1410)

Pour ce qui est de l'énergie, le chef du Nouveau parti démocratique a affirmé encore une fois que le gouvernement n'avait pris aucune mesure budgétaire pour compenser le coût élevé de l'énergie que non seulement les Canadiens, mais aussi tous les consommateurs du monde

doivent payer depuis quelques années en raison de la décision des pays de l'OPEP de quadrupler le prix du pétrole. Encore une fois, selon moi, cette affirmation est injuste. Je signale au chef des Néo-démocrates que dans les divers budgets et pour l'année financière 1975-1976 en cours, le Parlement aura affecté en tout 1.5 milliard de dollars aux paiements de subventions pour le pétrole, par exemple, pour maintenir le prix du mazout dans la circonscription du député de Cape Breton-East Richmond (M. Hogan) et dans d'autres circonscriptions situées à l'est de la fameuse vallée de l'Outaouais.

Des voix: Bravo!

M. Macdonald (Rosedale): Qu'il s'agisse du Canada ou de n'importe quel autre pays du monde, il faut reconnaître une chose fondamentale: la hausse du prix de l'énergie est un fait acquis, sur lequel on ne reviendra pas, ce prix doit donc être payé; aucun discours, aucun des arguments écolés dirigés contre les sociétés multinationales ou accusant le gouvernement fédéral d'avoir suscité le problème par l'évolution de ses relations avec les gouvernements provinciaux, n'y peuvent rien changer. À l'avenir, nous devons payer plus cher notre énergie; inévitablement chacun d'entre nous paiera son essence, son carburant, son électricité, peu importe, plus cher qu'auparavant. Nous, à la Chambre, nous devons admettre ce fait et en tenir compte. Il me semble donc assez contradictoire et illogique de soutenir, comme le fait, l'honorable représentant, que le gouvernement n'a rien fait pour limiter la hausse du prix de l'énergie, alors qu'en réalité on doit au gouvernement actuel d'avoir maintenu le prix du pétrole au Canada \$4 en dessous de ce qu'il est sur les marchés internationaux.

Des voix: Bravo!

M. Macdonald (Rosedale): Surtout lorsque ce sont les gouvernements dirigés par le Nouveau parti démocratique en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, ainsi que d'autres gouvernements de provinces productrices d'énergie, qui ont cherché à obtenir un prix plus élevé pour leurs propres ressources énergétiques.

Des voix: Bravo!

M. Macdonald (Rosedale): Je ne reproche pas au premier ministre de la Saskatchewan de nous dire, lors des rencontres fédérales-provinciales, qu'il ne faut pas attendre de sa province qu'elle accepte, pour ses produits énergétiques un prix inférieur à celui des autres provinces, surtout l'Alberta. Je ne reproche pas au premier ministre Blakeney de nous le dire, et je comprends aussi le gouvernement de la Colombie-Britannique lorsqu'il dit que le gaz naturel est une ressource rare, renouvelable seulement par un effort financier plus important pour en trouver davantage, ce qui explique que l'industrie aura besoin d'accroître ses liquidités. J'admets avec les gouvernements de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan que, pour accroître les recettes de la province et exploiter de nouvelles ressources, il leur faut majorer le prix de l'énergie au pays.

Toutefois, il me paraît étrange que, devant cette situation et devant cette nécessité de trouver des sources d'énergie, le chef national du NPD contredise les deux premiers ministres provinciaux. Cela nous contraint à nous demander si les solutions qu'il propose au sujet du prix de l'énergie sont bien valables.